

Hibler, M., Beamish, R. et Chevalier, A. (1998) *Les sociétés canadiennes et la responsabilité sociale*. Ottawa, L'Institut Nord-Sud, RCD, 201 p. (ISBN 1-896770-18-5)

Gérard Verna

Volume 43, numéro 119, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022834ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022834ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Verna, G. (1999). Compte rendu de [Hibler, M., Beamish, R. et Chevalier, A. (1998) *Les sociétés canadiennes et la responsabilité sociale*. Ottawa, L'Institut Nord-Sud, RCD, 201 p. (ISBN 1-896770-18-5)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 43(119), 354–355. <https://doi.org/10.7202/022834ar>

HIBLER, M., BEAMISH, R. et CHEVALIER, A. (1998)
Les sociétés canadiennes et la responsabilité sociale.
Ottawa, L'Institut Nord-Sud, RCD, 201 p.
(ISBN 1-896770-18-5)

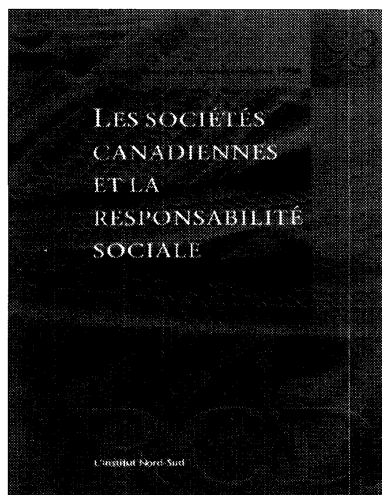
Selon le *Centre canadien des relations entre l'entreprise et la collectivité*, « la responsabilité sociale de l'entreprise, c'est l'ensemble de sa relation avec toutes ses parties intéressées » : clients, employés, communautés, investisseurs, propriétaires, gouvernements, fournisseurs, concurrents. Chaque fois qu'une entreprise pose un geste, le nombre de personnes concernées directement ou indirectement est donc beaucoup plus important que ne pourrait le laisser supposer un examen superficiel.

Et il en va de même pour les domaines concernés, beaucoup plus nombreux que ceux qui sont directement rattachés à l'activité principale de cette entreprise.

C'est le rôle de ce livre de nous en faire prendre conscience et son mérite d'y parvenir brillamment grâce à une analyse sans complaisance étayée par une abondance d'illustrations concrètes et de références pertinentes. Les différents chapitres illustrent chacun un secteur d'activités allié à un thème positif et à un problème majeur :

- secteur financier et service à la collectivité, mais aide au blanchiment d'argent;
- secteur manufacturier et éthique des relations industrielles, mais travail des enfants et exploitation de certaines catégories de main-d'œuvre;
- secteur minier et respect de l'environnement, mais des contraintes financières difficiles à contourner;
- infrastructure/ingénierie et développement durable, mais une conception différente de la déontologie chez certains clients gouvernementaux;
- services de conseil en gestion, mais en faveur du commerce ou du développement?

Le résultat est globalement favorable aux entreprises canadiennes, même s'il est clair que plus leur action s'éloigne géographiquement, plus leurs préoccupations éthiques semblent faiblir. Il est significatif d'examiner la liste des préoccupations éthiques déclarées des chefs d'entreprise canadiens (1997 KPMG *Business Ethics Survey Report*). Si le groupe des dix entreprises les plus importantes comporte comme prévu, outre la défense des intérêts directs de l'entreprise (intégrité des comptes, sécurité des communications, défense de la propriété intellectuelle, etc.), toutes les règles de base de la « correction politique » (respect de la vie privée, lutte contre le harcèlement, la discrimination, etc.), il est décevant de voir que parmi les déclarations des dix entreprises les moins importantes figurent la corruption à



l'étranger, l'utilisation de pratiques commerciales interdites au Canada, mais permises ailleurs, ou les pratiques concernant l'environnement.

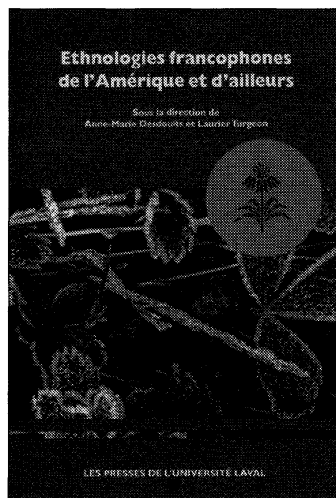
Le dernier chapitre est consacré à l'exportation des valeurs du Canada vers les pays du Sud, fondées sur l'idée que l'encouragement des activités du secteur privé contribue aujourd'hui tout autant au développement que les aides publiques d'autrefois. Ceci permet de mêler harmonieusement commerce et coopération, mais l'ouvrage souligne la dure concurrence faite par d'autres pays développés qui n'hésitent pas à recourir à des procédés de financement et de persuasion discutables, mais sur lesquels nous semblons parfois devoir nous aligner...

En conclusion, il s'agit d'un ouvrage assez complet, suffisamment critique pour être crédible, même si les thèses officielles sont largement exposées. Il se termine par une banque de données intéressantes sur l'aide publique canadienne au développement et la situation des pays du Sud.

À conseiller à tous ceux que les relations Nord-Sud intéressent.

Gérard Verna
Département de management
Université Laval

DESDOITS, Anne-Marie et TURGEON, Laurier, eds (1997) *Ethnologues francophones de l'Amérique et d'ailleurs*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 355 p. (ISBN 2-7637-7545-4)



Il n'est pas habituel pour un politologue de formation — et Montréalais en plus — de faire la recension d'un livre publié pour marquer le 50^e anniversaire des études de folklore à l'Université Laval. En science politique, le terme de « folklore » a une signification bien précise.

Les 27 études qui composent ce recueil sont le fruit d'une rencontre entre des chercheurs réunis par les soins du CÉLAT, le *Centre d'études interdisciplinaires sur les lettres, les arts et les traditions des francophones en Amérique du Nord*. Les neuf premiers articles font le tour des études sur le folklore et l'ethnologie à l'Université Laval et ailleurs sur le continent. Certains textes sont particulièrement intéressants (surtout pour un non initié) dont celui de Gary Butler sur l'ethnologie au Canada anglais, une analyse d'autant plus intéressante que l'auteur s'attarde surtout à une comparaison avec l'ethnologie (ses orientations, ses paradigmes) telle qu'elle est pratiquée au Québec.